

cessus de la CSCE qui représente à ses yeux un moyen de défendre la paix, la sécurité, la justice et la coopération. La délégation canadienne a contribué activement, à la réunion de Madrid, à favoriser des progrès équilibrés à l'égard de toutes les parties de l'Acte final d'Helsinki qui avait été adopté à la première réunion de la CSCE. Après trois ans de négociations, les États participants ont adopté un document de fond qui prévoyait, notamment, un certain nombre de réunions traitant d'aspects particuliers de l'Acte final. En janvier 1984, la Conférence de Stockholm sur le renforcement de la confiance et de la sécurité et sur le désarmement en Europe a commencé ses séances auxquelles le Canada a activement participé. En 1985, le Canada sera l'hôte d'une autre de ces réunions de la CSCE, à savoir la réunion d'experts en matière de droits de la personne qui doit avoir lieu à Ottawa. Également en 1985, un forum culturel doit être tenu à Budapest. La prochaine réunion de la CSCE elle-même se déroulera à Vienne en 1986.

## Asie et Pacifique

La vitalité et le potentiel de croissance économique de l'Asie et de la région du Pacifique ont suscité une conscience de plus en plus vive de l'importance que revêt la « dimension Pacifique » du Canada. Le courant des échanges canadiens et le mouvement d'immigration Outre-Pacifique dépassent maintenant ceux qui se produisent Outre-Atlantique. Le ministère a participé à l'organisation de la troisième conférence « Ouverture sur le Pacifique » tenue à Calgary du 5 au 7 octobre 1983. Y assistaient quelque 400 éminents représentants du monde des affaires, représentants du gouvernement et membres de la communauté universitaire, ainsi que 12 délégués commerciaux des missions canadiennes de la région du Pacifique. Cet événement était parrainé par le Comité canadien du Conseil économique des pays du bassin du Pacifique.

Les relations du Canada avec le Japon auront une portée plus étendue au fur et à mesure que l'économie japonaise poursuivra son expansion et évoluera dans des directions nouvelles et que le Japon jouera un plus grand rôle politique dans les affaires internationales. L'adaptation des structures au Canada se trouve facilitée par une collaboration entre entreprises canadiennes et japonaises (source de nouveaux investissements chez nous) grâce à laquelle le Canada peut bénéficier de techniques nouvelles ainsi que de compétences dans le domaine de la gestion et de la production.

Les fortes ressemblances de leurs institutions et de leurs philosophies politiques font de l'Australie et la Nouvelle-Zélande des partenaires privilégiés du Canada. Le nouveau premier ministre d'Australie, M. Robert Hawke, a poursuivi une tradition de consultations étroites en effectuant une visite au Canada en juin, à l'occasion de son premier voyage officiel à l'étranger, afin d'échanger des vues avec le premier ministre Trudeau. La première réunion du Comité consultatif Canada - Nouvelle-Zélande, établi en vertu de l'Accord bilatéral sur la coopération économique et commerciale de 1982, aura lieu en novembre à Wellington.

Le Canada a poursuivi son programme d'affaires publiques au Japon et en Australie durant l'année, et il a intensifié son activité dans d'autres pays de l'Asie et du Pacifique. Le ministère a organisé et appuyé financièrement près de 102 projets de promotion, surtout des foires commerciales et des missions bilatérales.

Un échange de visites de premiers ministres et l'augmentation d'un tiers au chapitre des exportations canadiennes, qui se sont chiffrées à 1,6 milliard de dollars en 1983, témoignent de la croissance énergétique des relations entre le Canada et la Chine. De bonnes perspectives s'offraient aux sociétés canadiennes qui désiraient participer à des projets d'ingénierie de grande envergure et de haute technologie en Chine, étant donné la coordination récente des initiatives de l'État et du secteur privé et la bonne volonté que continue de susciter le fait que le Canada a reconnu très tôt la République populaire de Chine.

Hong Kong et la République de Corée demeurent d'importants partenaires commerciaux du Canada, la première opérant un redressement sous l'influence des échanges après la récession mondiale, et la deuxième montrant les signes d'une stabilité et d'une croissance économique renouvelées après les incertitudes dans l'opinion publique qui ont entouré la série initiale des négociations sino-britanniques sur l'avenir de la colonie. En dépit des événements traumatisants qui ont eu des incidences sur sa sécurité, la Corée a continué dans la voie de la stabilité et de l'expansion.

## Japon

Le Japon, qui est le second de nos partenaires commerciaux en importance, constitue une source nouvelle considérable d'investissements et de technologie pour le Canada. Le dialogue sur les questions économiques s'est poursuivi cette année au sein du Comité économique mixte où de nouvelles initiatives ont été prises pour faciliter la coopération industrielle. La réunion annuelle du Comité de coopération commerciale Canada - Japon, tenue à Kobe, est venue renforcer les contacts du secteur privé. Les groupes consultatifs sectoriels bilatéraux se sont réunis pour discuter de sujets aussi variés que les pêches, l'huile de colza, de même que les sciences et la technologie.

Les exportations canadiennes à destination du Japon en 1983 ont augmenté légèrement pour atteindre 4,7 milliards de dollars. Le faible taux de croissance par rapport au niveau des exportations de 1982 était dû en grande partie à une demande réduite et à des prix qui continuaient d'être bas pour de nombreux produits canadiens dérivés des ressources naturelles. Par contraste, les importations canadiennes de produits manufacturés japonais, comme les voitures et les pièces d'automobile et l'électronique grand public, ont augmenté sensiblement. Tout en demeurant l'un des quelques pays industriels à avoir une balance commerciale favorable vis-à-vis du Japon, le Canada a donc vu diminuer cet excédent qui, de 1 milliard de dollars qu'il était en 1982, est passé à environ 300 millions de dollars en 1983. Le réaménagement des structures industrielles qui a lieu au Japon détourne l'économie japonaise de l'industrie lourde et fait une place prépondérante aux industries de haute technicité. La composition des exportations canadiennes vers le Japon s'en ressentira et les firmes japonaises deviendront des partenaires d'une importance croissante dans les industries de la haute technologie. Cette réorientation, toutefois, peut ouvrir des débouchés pour l'exportation de produits transformés et semi-transformés dérivés des ressources naturelles.

Des consultations culturelles bilatérales, aux termes de l'Accord culturel de 1976, se sont déroulées à Tokyo en décembre et ont abouti, par voie d'accord, au maintien des échanges dans le domaine des arts visuels et des arts d'interprétation.